

Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

Date de la contribution : 05/07/2019

AlterGrids est une société de conseil spécialisée sur l'intégration des énergies distribuées et des véhicules électriques.

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Favorable

Commentaire :

Oui, procédure adaptée dans le sens de "simplifiée".
L'ajout de dispositifs de stockage derrière le compteur mais qui seront invisibles du réseau (car de puissance inférieure au talon de consommation du site et ne réinjectant jamais sur le réseau, ni ne changeant la puissance maximale de soutirage) ne devrait même pas être soumis à une quelconque procédure de modification de raccordement puisque dans ce cas il n'est pas physiquement modifié.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Oui, favorable, néanmoins la définition de « *contraintes induites par ladite installation* » me paraît difficile à établir, surtout lorsqu'il y a plusieurs installations en aval de la contrainte.
Les ORI devraient être possibles pour les raccordements de soutirage aussi, par exemple pour les stations de recharge ultra-haute puissance pour véhicules électriques.

Le demandeur devrait aussi pouvoir proposer sa propre solution de raccordement intelligent et pouvoir faire appel à d'autres flexibilités locales pour contrebalancer sa puissance et éviter l'apparition de la congestion malgré la contrainte. Par exemple, on pourrait imaginer une ferme solaire contractualisant bilatéralement avec le dépôt de bus électriques voisin, raccordé sur un PDL distinct mais en aval de la même contrainte, pour absorber ses excès de production avec sa flotte de bus scolaires stationnés en journée et réinjectant le soir après le ramassage scolaire.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Favorable

Commentaire :

Oui, favorable, et tout type d'utilisateur doit pouvoir en bénéficier vu la future arrivée massive de bâtiments à énergie positive et des véhicules électriques. Vu les possibilités offertes par le numérique et le stockage il est possible que certains au vu de la PRAC et du coût du raccordement proposé changent leur approche et la conception de leur système électrique.

AlterGrids

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

La pose d'une installation photovoltaïque exige déjà souvent un permis de construire. Mais dans les cas où c'est à des fins d'autoconsommation et que le raccordement existant ne sera pas physiquement modifié il faut une procédure ultra-simplifiée et ultra-rapide, surtout si l'installation sera invisible du réseau car n'injectera pas; voire dans l'esprit de la loi « Confiance », pas de procédure.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Oui, favorable, mais il faudrait même aller plus loin pour ne plus que ce soit une demande séparée qui demande de ressaisir des informations communes. En effet, la demande de raccordement dématérialisée devrait être un sous-ensemble de la demande de permis de construire dématérialisée. La demande de modification de raccordement concomitante à l'acquisition d'un véhicule électrique à charge réversible (V2G), devrait être intégrée à la demande de carte grise sur le site de l'ANTS. En effet, le type de la voiture (donc ses capacités) et l'adresse du propriétaire sont probablement des informations communes.

Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Tout à fait utile, cette disposition doit-être maintenue et même encouragée.

Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

L'annexe 1 de la décision de la CRE du 25 avril 2013 modifiée par la délibération du 21 mars 2019 dans son point 1.1.5 définit une limite entre monophasé et triphasé en BT qui ne correspond pas aux évolutions technologiques qui permettent des onduleurs monophasés de plus en plus puissants (De plus un astérisque en-dessous du tableau renvoie à la NF C14-100 où en fait c'est une puissance minimale qui est indiquée).

En réalité, j'observe que le passage au triphasé est souvent imposé par le GRD dès 8KVA ce qui va bloquer la diffusion de technologies de plus fortes puissances et brider la flexibilité des sites en monophasé.

Au point 2.10 de la même annexe, il est indiqué que le GRD « peut proposer une solution de raccordement mettant en œuvre des mécanismes pérennes, visant à limiter de façon non-continue la puissance injectée ou soutirée par l'installation du demandeur pour respecter ». Il serait intéressant que certains de ces mécanismes soient standardisés avec des solutions par exemple basées sur le Linky.

Au point 3.2.1 il est indiqué que « toute modification d'un raccordement existant doit faire l'objet d'une demande au sens de la présente décision. » or si la modification du raccordement n'est pas physique (par exemple installation d'un chargeur bidirectionnel ne changeant pas la puissance du site) une demande ne devrait pas être nécessaire (à la rigueur une déclaration très simplifiée devrait suffire, et sans délai de traitement).

Le seuil auquel s'applique le 3.2.2 devrait être relevé à 9KVA au moins.